

« Grand débat national » : le fâcheux précédent de la consultation sur les vaccins

10 janvier 2019 / Didier Lambert



Le « grand débat national » voulu par l'exécutif devrait commencer le 15 janvier. L'auteur de cette tribune prend l'exemple de la « concertation nationale » sur l'obligation vaccinale de 2016 pour dire sa méfiance envers ce processus.

Didier Lambert est porte-parole de la campagne « Pour des vaccins sans aluminium ».

Emmanuel Macron a annoncé l'organisation d'un « grand débat national » pour tenter d'apaiser la colère des Gilets jaunes. Cette annonce en rappelle une autre, faite en 2016 par le précédent gouvernement.

Les Français étaient alors les « *champions du monde* » de l'hésitation vaccinale. 41 % d'entre eux estimaient que les vaccins n'étaient pas sûrs [1], le corps médical lui-même était de plus en plus méfiant - [2].

Pour répondre à cette défiance, la ministre de la Santé de l'époque, Marisol Touraine, lançait « *une concertation nationale* » dont le pilotage était confié à un comité présidé par une personnalité du monde médical, le P^r Alain Fischer.

Des jurys citoyens et professionnels de santé furent mis en place, ainsi qu'une consultation citoyenne en ligne. Le P^r Fischer précisait au lancement du débat : « *Notre travail est de réfléchir et de tenir compte de ce que veulent les jurys citoyens.* » Ceux-ci « *émettront un certain nombre de propositions qui seront ensuite reprises par notre comité* ».

L'association E3M a participé à cette concertation, apportant sa contribution à la formation des deux jurys. À l'issue des débats, ceux-ci ont recommandé les mesures suivantes à l'unanimité :

1. Réintroduire des vaccins sans aluminium au plus vite ;
2. Disposer à court terme d'adjuvants tels que le phosphate de calcium (utilisé par l'institut Pasteur de 1974 à 1986) ;
3. Assurer un financement transparent et public de la recherche ;
4. Supprimer tout conflit d'intérêts chez les experts qui conseillent le gouvernement. De plus, les jurys ont exprimé leur souhait que l'obligation vaccinale soit suspendue (à l'unanimité du jury professionnel de santé, avis partagé par 50 % du jury citoyen).

Cela semble confirmer que l'on va continuer à se moquer des Français

Mais le comité d'organisation de la concertation citoyenne s'est opposé à l'avis des jurys. Dans ses conclusions ne figure aucun élément sur les risques liés à l'utilisation de l'aluminium comme adjuvant vaccinal, ni sur la mise en place d'alternative à cet adjuvant neurotoxique, ni sur l'indépendance de l'expertise. De plus, le comité a recommandé d'accroître l'obligation vaccinale pour les nourrissons, de 3 à 11 vaccins.

Nous avons alors condamné ce « *simulacre de démocratie* ».

Malgré nos alertes et celles de nombreux organismes, la nouvelle ministre de la Santé, Agnès Buzyn, dès son arrivée au gouvernement en 2017, a suivi sans état d'âme les recommandations du « *comité Fischer* », montrant ainsi le peu de cas qu'elle faisait de l'expression citoyenne.

Notre pays traverse une crise majeure, celle-ci ne sera pas résolue par une politique faite d'apparence et de faux-semblants, comme ce fut le cas par le passé.

Le « grand débat national » est l'une des mesures censées répondre aux revendications des Gilets jaunes. Il doit se dérouler du 15 janvier au 1^{er} mars. La démocratie exige des échanges, de la réflexion, des débats, donc du temps. Cette durée de deux mois et demi est incompatible avec la pratique d'une démocratie réelle fondée sur l'avis citoyen. Cela semble confirmer que l'on va continuer à se moquer des Français.

Sauf si l'on donnait « *du temps au temps* »...

Et si était posé un cadre qui garantisse :

1. la libre parole de tous les citoyens ;
2. la prise en compte de toutes les demandes sans filtre technocratique ;
3. la transparence totale des débats, qui doivent être intégralement filmés et publics ;
4. une composition pluraliste du « comité des garants » qui devra intégrer des gilets jaunes représentant la diversité des sensibilités.

Alors seulement ce débat pourrait contribuer, avec d'autres modes de démocratie directe, tels que le référendum d'initiative citoyenne, à ce que notre pays s'apaise.

[1] [Vaccine Confidence Project](#), 2016.

[2] [Vaccinations : attitudes et pratiques des médecins généralistes](#), DREES, mars 2015.

Source : Courriel à *Reporterre*

Photo :

. chapô : manifestation des Gilets jaunes, à Belfort, le 15 décembre 2018. [Wikipedia](#) (Thomas Bresson/CC BY 4.0)

- *Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.*

- *Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.*

- Emplacement : Accueil > Editorial > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Grand-debat-national-le-facheux-precedent-de-la-consultation-sur-les-vaccins>